

**OBJET : DECISION DE DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL  
D'UN TERRAIN COMMUNAL D'ENVIRON 5 594 M<sup>2</sup> EN VUE D'UNE CESSION A LA SOCIETE  
LOGIREP**

**L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ,  
LE ONZE DECEMBRE,**

Le Conseil Municipal de la Commune de SANNOIS, légalement convoqué  
le 28 novembre 2025, s'est assemblé au lieu de ses séances, sous la présidence de  
**Monsieur Bernard JAMET,**

**ETAIENT PRESENTS :** Monsieur JAMET Maire,  
M. WILLIOT, Mme TROUZIER EVEQUE,  
Mme ABDELOUHAB, M. PORTIER, Mme CAMPAGNE,  
M. PURGAL, Mme BRULE, Mme CAPBLANC,  
M. FABRE, M. BOISCO  
Adjoint  
Mme AUBIN, Mme FAUCONNIER, Mme RICARD,  
Mme HELT, M. PERRET, Mme QUEYRAT-MAUGIN,  
M. ROZOT, Mme ENGUERRAND  
Conseillers Délégués  
M. KERGOAT, M. HUMEAU, M. PONCHEL, Mme SAIDI,  
M. LEGUEIL, M. LAMARCHE, M. ZAMBUJO,  
M. FLEURIER, Mme RODRIGUEZ, Mme CHRISTIN,  
Mme JACQUET-LEGER, M. GORZA, et M. FLAMENT

Le nombre de conseillers  
en exercice est de 35

Conseillers Municipaux,  
formant la majorité des membres en exercice.

**ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR :**

M. GUEUDIN	à	M. JAMET
Mme ACHOUR	à	Mme CAPBLANC

**ABSENT :** M. BOULIGNAC

**SECRETAIRE DE SEANCE : M. ROZOT**

Exécutoire en vertu de l'article L 2131-1 DU CGCT

A.R. du 11 décembre 2025

Identifiant unique de l'acte

N° 095-219505823-2025-12-11- DL2025 - 140 - DE

Publiée le 11 décembre 2025

**LE CONSEIL MUNICIPAL**



Pour le Maire  
Par délégation  
La Directrice Générale des Services

C. NOUAILHETAS

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2025/140 du 11 décembre 2025

**OBJET : (510) DECISION DE DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL D'UN TERRAIN COMMUNAL D'ENVIRON 5 594 M<sup>2</sup> EN VUE D'UNE CESSION A LA SOCIETE LOGIREP**

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2121-29 et L 2122-21,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), articles L.2111-1, L.2111-2, L.2141-1, et L.2141-2,

**Vu** l'étude d'impact requise par l'article L.2141-2 et L.3312-4,

**Considérant** le projet de restructuration du quartier du Bas des Aulnaies, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), l'objectif étant notamment d'opérer une restructuration urbaine en permettant la résidentialisation du quartier, l'amélioration des liaisons internes à celui-ci, et la réalisation d'un large mail paysager par la Ville de Sannois,

**Considérant** le projet de résidentialisation du quartier par la société LOGIREP, inscrit dans la convention NPNRU, sur les parcelles AD 941, AD 727 et AD 726 sur une surface d'environ 5 594 m<sup>2</sup>, créant trois poches de résidentialisation d'environ 4 088 m<sup>2</sup>, 588 m<sup>2</sup> et 918 m<sup>2</sup>,

**Considérant** qu'un accord a été trouvé avec la société LOGIREP pour que leur soit cédé l'ensemble de ce foncier, sis rue Saint-Exupéry, allée la Bruyère, allée Molière, rue Pierre Loti, allée Boileau d'environ 5 594 m<sup>2</sup> provenant des parcelles AD 941, AD 727 et AD 726, pour un montant de 60 550 € (SOIXANTE MILLE CINQ CENT CINQUANTE EUROS),

**Considérant** que le terrain accueille notamment des espaces paysagers, de stationnement et de voirie, et que ces espaces extérieurs, bien que destinés aux résidents, sont actuellement affectés à un usage public,

**Considérant** qu'ils auront vocation à devenir des espaces résidentialisés,

**Considérant** que cette emprise est classée dans le domaine public de la ville et doit en être déclassée pour permettre la réalisation de l'opération,

**Considérant** qu'en principe, le déclassement doit constater qu'un bien qui appartient à une personne publique n'est plus affecté à un service public. Selon ce principe, le déclassement n'intervient que lorsque le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage du public,

**Considérant** toutefois, que l'article L 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques prévoit une dérogation à ce principe, jusqu'alors réservé à l'Etat et à ses établissements publics, et étendu aux collectivités locales,

**Considérant** que les délais contraints à ce projet nécessite un déclassement du domaine public par anticipation de l'emprise en application de l'article L 2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques afin de permettre de maintenir un usage public de ces espaces jusqu'à l'intervention du transfert de propriété et au plus tard le 1er décembre 2026,

**Vu** l'avis des IIIème et Ière Commissions,

**Après en avoir délibéré,**

**Vote(s) Pour : 23**

**Vote(s) Contre : 11**

**Abstention(s) : 0**

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Suite de la délibération N° 2025/140 du 11 décembre 2025

## DECIDE :

**Article 1 : de déclasser** par anticipation l'emprise d'environ 5 594 m²,

**Article 2 : de différer** la désaffectation de ladite emprise à la date de signature de l'acte de vente au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2026,

**Article 3 : de préciser** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

AINSI DELIBERE,

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE

**Bernard JAMET**  
Vice-Président

Communauté d'Agglomération Val Parisis



LE SECRETAIRE DE SEANCE

**Roger ROZOT**  
Conseiller municipal  
délégué aux collectifs citoyens autour  
du développement durable